PoP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Résistance

JOURNAL DU POP VAUDOIS & GAUCHE EN MOUVEMENT / www.popvaud.ch / MAI–JUIN 2018 / N° 109

L'argent gouverne le monde, mais qui gouverne l'argent? *page 3*

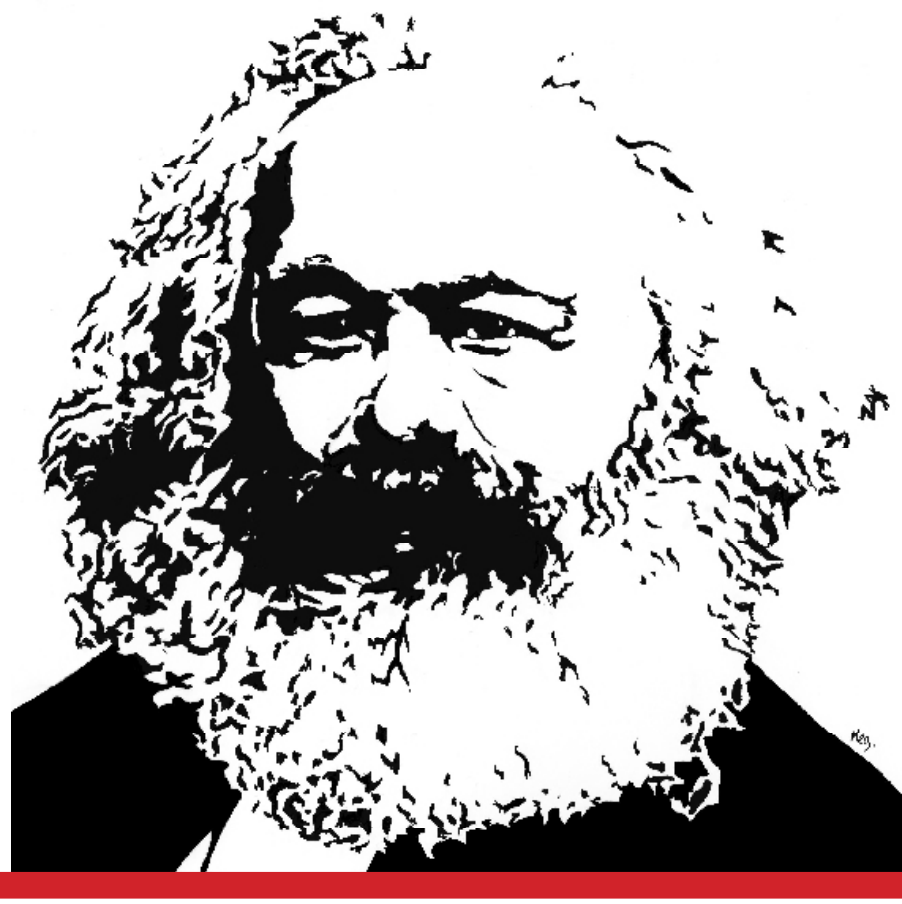
Lettre de Marx aux travailleurs suisses *page 6*

Le POP soutient l'agriculture et la souveraineté alimentaire *page 8*

JAB
1003 Lausanne
LA POSTE

Karl Marx 200 ans !

Plus que jamais actuel



Votations

du 10 juin

RECOMMANDATIONS DE VOTE DU POP

Initiative populaire du 1er décembre 2015 «Pour une monnaie à l'abri des crises: émission monétaire uniquement par la Banque nationale! (Initiative Monnaie pleine)»

OUI

Loi fédérale sur les jeux d'argent (LJAr)

OUI

Vous pouvez lire les articles publiés dans ce numéro, sur notre site internet www.popvaud.ch

Retrouvez nous sur:

YouTube

Edito

par Bernard Borel

Initiative soins dentaires : merci à tous!

Certes on ne lance pas une initiative pour la perdre, mais cette aventure qui a duré 4 ans a mobilisé de nombreux camarades. D'abord, lors de la récolte de signatures et son lot stands un peu partout dans le canton. Cela a fédéré autour d'Ensemble à Gauche, de nombreuses personnes qui se rendent compte ou sont victimes elles-mêmes d'une paupérisation, alors que les millionnaires sont chaque année plus nombreux dans le canton. Puis le combat s'est porté au Grand Conseil, où il a fallu rappeler au gouvernement son obligation à mettre cette initiative au calendrier des votations. Nos députés ont bataillé pour défendre notre texte, face à un contre-projet dénaturé par une droite arrogante et voulant déstabiliser la majorité de gauche au Conseil d'Etat, en s'opposant à tout changement, et en laissant les dentistes facturer ce que bon leur semble, et faire payer la population de sa poche, tout en sachant que nombreux sont ceux qui ne peuvent pas aller chez le dentiste ou repoussent leur rendez-vous pour raison financière, au risque que la situation empire.

Enfin, pendant la campagne, où une gauche unie a défendu vaillamment cette initiative.

Ce fut une belle campagne où nous avons pu mettre en avant le rôle essentiel de la santé buccale sur la santé en général, et «l'anomalie suisse», qui exclut les soins dentaires de l'assurance de base. Nous avons combattu avec force et conviction, mais aussi honnêteté cette initiative qui, en appelait au principe de solidarité pour permettre l'accès aux soins pour tous. Et ce n'est pas toujours facile dans un monde où tout est monétarisé et où «chacun paie seulement ce qu'il consomme»!

Nous avons convaincu de 42 % de votants que nous remercions: pas assez pour gagner.

Nos adversaires n'ont pas hésité à «peindre le diable sur la muraille». Au lieu de débattre sur le principe, ils ont agité la question du financement. Ils ont martelé que le citoyen serait «tondu» 3 fois, ce qui n'était pas la logique qui prévalait dans notre initiative. Ils ont osé parler de risque d'augmentation d'impôts, alors que les finances cantonales sont bénéficiaires depuis plus de 10 ans!

Dans l'esprit de beaucoup, les primes maladies actuelles trop chères ont joué en notre défaveur, les gens craignant que cela contribue à les augmenter: nos détracteurs se sont employés à semer ce doute, ceux-là mêmes qui s'opposent à l'initiative pour que la charge des primes maladies ne dépasse pas les 10 % du revenu!

Maintenant, on peut espérer que les services de Pierre-Yves Maillard, saisissent rapidement la proposition déposée par les Verts-Libéraux au Grand Conseil. À défaut de résoudre le problème de l'accessibilité aux soins dentaires pour tous, elle permettrait au moins une harmonisation dans le canton et donc participe ainsi à l'amélioration de la santé buccale de nos enfants et de nos aînés, mettant fin aux disparités actuelles, sachant que certaines communes dépensent moins de 30 centimes par habitant et par années, alors que d'autres y consacrent 32 francs.

Ce combat unitaire nous a renforcés, continuons dans cette dynamique en vue des prochaines échéances électorales.

Un autre Monde est possible. Le seul combat perdu est celui que l'on n'a pas mené!

Sourire en coin

par Michel Bühler

Vol spécial

Je reviens une fois encore sur le sort réservé aux requérants d'asile dans notre beau Canton de Vaud.

Je me répète? Je radote?

Je continuerai à radoter de la sorte tant que notre gouvernement s'abaissera à appliquer dans ce domaine des règles inhumaines et honteuses.

A la fin mars, je recevais un courrier du Collectif R, évoquant «les violences extrêmes infligées (aux requérants) de manière croissante par les autorités». Il expliquait: «La répression s'est gravement accentuée et la machine tourne désormais à plein à tous les échelons puisque les autorités cantonales vaudoises exécutent de manière guerrière et de plus en plus inflexible les déportations de femmes, d'hommes, d'enfants et de familles entières, décidées par le Secrétariat d'Etat aux Migrations». Il constatait que, face à ce rouleau compresseur, les bénévoles du collectif étaient «temporairement assommés». Une amie, fortement engagée dans ce domaine, me confirmait son découragement, et son dégoût face au sadisme de certains fonctionnaires chargés de traiter les dossiers des réfugiés.

Ce matin, un autre message me parvient, annonçant un «vol spécial» à destination du Soudan: «Les autorités du canton de Vaud ont prévu de forcer à monter dans ce vol, en l'attachant et en l'entravant, un jeune homme qui vit en Suisse depuis 6 ans et qui a plusieurs fois exprimé qu'il serait considéré là-bas comme un opposant au régime».

Ces retours forcés sont de plus en plus fréquents. S'ils sont peut-être suggérés par d'obscurs ronds de cuir, ils sont ordonnés et cautionnés par nos plus hautes autorités.

Nous avons donc d'un côté le Conseil d'Etat vaudois. Ce n'est pas une entité abstraite, non. Il est composé de femmes et d'hommes qui ont un cœur, un cerveau, un nom. C'est l'exécutif du Canton, qui à ce titre assume ses responsabilités.

Au milieu, dans ce cas précis, se trouve un jeune homme à qui la régularisation de sa situation a été refusée (bien que toutes les conditions aient été remplies), et qui est aujourd'hui en détention. Selon Amnesty International, il va évidemment être torturé à son arrivée dans son pays.

De l'autre côté se trouvent les autorités soudanaises, avec à leur tête le doux président Omar el Bechir. A la tête du pays depuis 1989, accusé par la Cour Pénale Internationale de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité et de génocide pendant la guerre du Darfour, ce militaire est le premier chef d'état en exercice contre qui un mandat d'arrêt international a été lancé. Un dictateur aux mains dégoulinantes de sang, recherché par cent polices, à qui nos élus vont offrir un innocent.

Nos élus? Elles et ils auraient bien sûr le pouvoir d'empêcher l'horreur. Muettes, muets, complices, ils se nomment Cesla Amarelle, Nuria Gorrite, Béatrice Métraux, Jacqueline de Quattro, Pascal Broulis, Philippe Leuba et Pierre-Yves Maillard.

L'argent gouverne le monde, mais qui gouverne l'argent ?

Le peuple décidera le 10 juin s'il accepte l'initiative Monnaie pleine. Or la majorité de la population ignore l'une des causes principales de la crise financière : la production autonome de monnaie électronique par les banques privées.

L'initiative Monnaie pleine pose une question centrale pour notre pays : qui a le droit de créer nos francs suisses ? De se voir attribuer ce privilège et ce pouvoir, dont le corollaire est aussi la responsabilité sociale ? « Battre monnaie » est une fonction régalienne de l'Etat ; c'est une tâche qu'il ne doit pas ou ne peut pas déléguer à des sociétés privées. Or la Suisse a décidé, en 1891, de réserver à la Banque nationale suisse (BNS), notre banque centrale, le droit exclusif d'imprimer les billets de banque, droit inscrit dans la Constitution. Depuis lors, la BNS imprime nos billets et fabrique nos pièces de monnaie, et prête aux banques, qui lui paient des intérêts ; les bénéfices ainsi obtenus (1 à 2,5 milliards/an) sont reversés par la BNS dans les caisses publiques (Confédération, cantons, communes, citoyens). Cette monnaie, issue de la banque centrale, garantie par l'Etat, est appelée monnaie, ou monnaie pleine. C'est l'argent liquide.

Où le numérique introduit un vers dans l'ordinateur

Or, monnaie papier et pièces de métal ne représentent plus aujourd'hui que 10% de l'argent. Le 90% restant est tout simplement la monnaie électronique de nos comptes en banque, sur lesquels nos avoirs et dettes sont inscrits ! On l'appelle monnaie scripturale.

Qui crée cet argent ? Les banques ! Elles n'utilisent pas l'argent déposé par les épargnants, mais font une simple écriture comptable, lorsqu'elles octroient des crédits ou achètent des placements financiers, avec de l'argent qui n'existait pas auparavant ! Le même système de création monétaire par les banques existe dans le monde entier ou presque.

Sur cet argent, elles encaissent même des intérêts ! Pour gérer l'argent de leurs clients et acheter ce qu'elles veulent, elles ont le droit de se passer d'intermédiaires – avantage dont ne bénéficie pas le reste de l'économie. Enfin, quand elles ont créé trop d'argent, asphyxiant notre économie, et que leur spéculation les mène au bord du gouffre, on l'a vu en 2008, les Etats sont obligés de les sauver, comme l'a fait la Confédération pour UBS en 2008. (cf. Too big to fail).

Création monétaire par les banques, inconvénients

La création monétaire est donc aujourd'hui aux mains d'institutions bancaires privées qui font courir à l'économie et à nos comptes courants des risques (bulles financières) qui doivent être supportés par l'Etat, et donc la collectivité

> Les banques canalisent 80% de l'argent qu'elles créent directement sur le marché financier et non dans l'économie réelle !

Autre inconvénient de la création monétaire par les banques : qui crée la monnaie décide des projets qui seront financés. Or les grandes banques comme UBS ou Crédit suisse (CS) sont de plus en plus aux mains d'actionnaires étrangers. Pour s'enrichir encore davantage, elles décident elles-mêmes où vont les fonds qu'elles créent. 50% de cet argent est généré par UBS et CS, dont 60 à 80% appartiennent à des investisseurs étrangers. En conséquence, la Suisse n'est plus en mesure de mener une politique monétaire souveraine.

Cette érosion de la souveraineté de la BNS a des conséquences pour notre économie et notre paysage commercial, en grande partie façonnés par des PME. La BNS n'ayant que peu d'influence sur la politique monétaire, un problème se pose aux PME et aux ménages privés : même s'il y a de plus en plus d'argent disponible, ils n'ont qu'un accès limité aux prêts nécessaires à l'investissement et à l'innovation. En effet, les banques canalisent 80% de l'argent qu'elles créent directement sur le marché financier et non dans l'économie réelle !

Enfin, la diminution de notre souveraineté mène aussi à une restriction de notre capacité d'action politique et sociale. Tous les secteurs de notre vie quotidienne sont soumis au marché financier. Pourquoi l'Association suisse des banquiers et economiesuisse s'opposent-elles au projet avec tant de véhémence ?

Pour une économie à l'abri des crises

Comme la monnaie pleine, la monnaie scripturale doit être pleinement couverte par la BNS, mais il importe aujourd'hui d'étendre le monopole des billets de la BNS à l'argent électronique en l'inscrivant dans la Constitution fédérale. C'est pourquoi l'initiative Monnaie pleine propose une modification de la Constitution, à savoir une correction constituant un retour vers un système stable : la monnaie scripturale électronique doit aussi être inscrite dans la Constitution et notre argent électronique ne doit être créé que par la Banque nationale.

Position de l'association ACIDUS

Pour ACIDUS, soucieuse de la défense des services publics, la création monétaire doit être réservée à la seule BNS. C'est pourquoi l'association soutient l'initiative Monnaie pleine.

Pour Acidus,
Nicole Matthey Kalogiannidis

Le POP vous invite a accepter l'initiative, mais par un oui critique nous regrettons que cette initiative ne parle pas de nationalisation, ce qui serait nécessaire pour combattre le système actuel.

IMPRESSUM • **Journal du POP vaudois & Gauche en mouvement**
Rédaction : Chauderon 5, 1003 Lausanne / **Téléphone :** 021 312 06 76 / **Fax :** 021 312 06 97 / **E-mail :** info@popvaud.ch / **Responsable :** Christophe Grand / **Tirage** 10'000 exemplaires / **CCP Résistance** 10-769952-7 / **Abonnement annuel :** 25 Frs / **Abonnement de soutien :** 40 Frs / **Comité de rédaction:** Gavriel Pinson, Bernard Borel, Michel Bühler, Christophe Grand, Ludovic I. / Roberto D. C / **Mise en page :** Christophe Grand, Marina Rivero / **Dessin:** Megan Hefti

Les jeux d'argent peuvent rendre addictes, limitons les dégâts !

Le parlement fédéral a accepté une nouvelle loi sur les jeux d'argent celle-ci propose d'étendre les jeux d'argent en ligne pour les casinos suisses chose qui n'est pas possible actuellement. Dans un même temps, elle veut bloquer l'accès sur territoire helvétique des sites internet étrangers des maisons de jeux en ligne. Le problème de ces maisons de jeux en ligne, comme elles ne sont pas basées en suisse, elles n'ont pas à se soumettre aux contraintes légales suisses donc elles ne paient pas d'impôts. La confédération estime qu'environ 250 millions échappent chaque année au fisc. L'argent des loteries, des casinos traditionnels et celui qui sera perçu par les casinos suisses en ligne est en partie reversé pour soutenir l'AVS/AI et les organisations d'utilité publique, pour des projets culturels, sociaux et sportifs. Cela équivaut à 1 milliard par an qui est redistribué pour le bien commun. Les acteurs culturels soutiennent la loi et disent qu'elle vise à contrer la libéralisation et la privatisation des jeux d'argent voulues par les opposants.

Plus de prévention

Un autre but de ces blocages est de mieux protéger le consommateur face à diverses escroqueries qui sévissent sur le net. Mais pour le POP, le volet qui nous semble primordial, est que cette loi va renforcer la protection et la prévention face à la dépendance au jeu y compris via les loteries. Nous rappelons que le désastre que crée cette addiction peut ruiner des vies. Pour cette raison notre parti ne peut que soutenir cette loi sur laquelle nous votons le 10 juin prochain, même si nous préférions nous opposer à tous les jeux d'argent en ligne.

Une censure qui n'existe pas

Cette loi est contestée par des jeunesses de partis de droite et par les jeunes Verts qui ont lancé un référendum pour s'y opposer. Ils évoquent une entrave à la liberté et crient à la censure du fait que les sites de jeux d'argent étrangers seront interdits en Suisse. Or, nous ne voyons pas comment, avec cette loi, on peut un seul instant parler de censure, puisqu'on vise à réduire les risques liés à un problème de santé publique qu'est la dépendance aux jeux d'argent.

Le POP vent debout contre une loi très contestable.

Traquer les plus démunis et violer la sphère privée voilà ce que propose une loi votée par le parlement fédéral lors de la dernière session parlementaire.

Une nouvelle loi sur l'assurance vise à permettre aux assurances maladie, AVS, AI et Suva de traquer leurs assurés allant jusqu'à autoriser les enregistrements vidéos et sonores dans la sphère privée de tous les assurés sans exception. Les assureurs seront ainsi autorisés à pister les citoyens via des GPS et les suivre avec des drones. Ils pourront même payer un détective pour nous photographier jusque dans notre chambre à coucher, et suivre les faits et gestes de ceux qu'elle considère comme de potentiels fraudeurs. Pour le dire autrement, nous n'aurons plus de vie privée. La nouvelle loi sur les assurances permet des formes de surveillances intrusives qui vont au-delà de celles autorisées pour traquer les criminels. Cela donne aux compagnies d'assurances un pouvoir supérieur à celui de la police.

Une attaque contre le plus précaires

Les défenseurs de cette loi prétendent qu'elle est nécessaire pour traquer les fraudeurs et les tricheurs, mais selon l'office fédéral de la statistique ceux-ci ne représentent que 1% des assurés. Donc cette loi intrusive et dangereuse n'est ni plus ni moins qu'une traque aux pauvres, organisée et légalisée par l'État. Il est important de comprendre que ce sont les plus riches, les classes dominantes, les défenseurs d'un système économique ultralibéral qui ont orchestré et mis en place cette honteuse loi intrusive qui mets au banc des accusés les plus précaires. Sans compter que les coûts que va engendrer la mise en place de ce service de flicage risquent de se répercuter sur les assurés, dont les primes pourraient augmenter et les prestations baisser.

Traquons les vrais criminels

Si cette loi était réellement motivée par la volonté de favoriser les rentrées d'argent, l'État n'irait pas le chercher sur le dos des plus précaires, mais en allant s'attaquer aux vrais criminels, ceux en cols blancs. Ce sont plutôt les fraudeurs du fisc, les détenteurs d'entreprises offshore, et tous ceux qui organisent massivement les détournements de fonds que nous devrions pister 24h sur 24h. Une politique rigoureuse en matière de surveillance fiscale aurait peut-être permis de savoir comment Pascal Broulis a réussi à faire passer 15'000 francs de frais de déplacement entre Ste-Croix et Lausanne. Il est prouvé qu'un contrôleur fiscal rapporte 10 fois son salaire, donc pourquoi les parlementaires ne mettent pas plus de moyens pour des postes dédiés à cet effet et ainsi faire rentrer des sommes conséquentes dans les caisses de l'État? Peut-être parce que les majorités de droites dans les parlements sont celles qui défendent les intérêts de ceux qui seraient susceptibles d'être un jour accusés d'être un criminel en col blanc.

Soutien au référendum

Un référendum est lancé pour contrer cette immonde traque des plus démunis. Le POP, qui a toujours défendu les intérêts des classes populaires, apporte son soutien à la récolte de signatures. Pour nous, il est inadmissible de jeter la suspicion sur l'ensemble des assurés. Cette loi démontre bien le mépris qu'a la droite envers les plus précaires, alors qu'ils défendent sans vergogne les intérêts des fraudeurs en col blanc. Nous nous étions battus contre la loi sur le renseignement qui proposait la surveillance de masse, mais cette loi à l'assurance va encore plus loin dans l'intrusion de la vie privée des gens. Organisons-nous et ne la laissons pas passer. Big brother is watching you !

Christophe Grand

Les feuilles de signatures du référendum sont téléchargeables et imprimables sur notre site : www.popvaud.ch

Qu'est-ce que j'en ai à faire des millionnaires ?

Le POP vaudois répond à Avenir Suisse suite à un de leurs articles

Dans une étude intitulée « Qu'est-ce que j'en ai à faire des millionnaires ? » publiée début décembre 2017, Avenir Suisse, la machine de guerre idéologique du grand patronat suisse, s'attaque au problème des inégalités en Suisse, qualifié de « mythe » propagé essentiellement par la « jalousie » de quelques individus. Adepte de la méthode Coué, l'institut de propagande, dont l'avenir ultra-libéral qu'il promet ressemble à s'y méprendre au XIXe siècle, assure que « beaucoup de choses vont bien en Suisse ». Quels sont les fondements de cette affirmation ? Le principal argument de nos futurologues est que, aussi loin que les statistiques remontent, la répartition du revenu disponible des ménages (c'est-à-dire du revenu effectivement disponible pour consommer et épargner, après déduction des impôts et des primes d'assurance maladie notamment) est caractérisée par sa stabilité.

Petit détail piquant : les statistiques sur lesquelles se base Avenir Suisse ne remontent qu'à… 1998 ! Totalement insuffisant donc, sachant que l'historien Eric Hobsbawm, dans son célèbre Âge des extrêmes, constatait que la Suisse faisait déjà partie dans les années 1970 des pays industrialisés où les 10% des plus riches s'approprient la plus grande part du revenu total de leur pays. On ne saurait donc se vanter du maintien d'un taux d'inégalité qui se situe d'ores et déjà depuis plusieurs décennies hors de toute proportion au niveau mondial.

Deuxièmement, et de manière plus importante, les statistiques sur le revenu invoquées par les idéologues du patronat masquent de très profondes inégalités de fortune. Selon les chiffres les plus récents (2014) de l'Office Fédéral de la Statistique, une proportion infime – 0,7% – de la population helvétique dispose d'environ 38% du patrimoine global à disposition des ménages du pays. Ces chiffres, déjà impressionnants, constituent vraisemblablement une forte sous-estimation de la réalité, car ils sont basés sur les déclarations fiscales. Comme l'a largement démontré la récente affaire des Paradise Papers, ce qui est déclaré aux impôts par la bourgeoisie est souvent loin de refléter l'état de son patrimoine réel.

> la productivité des travailleurs dans les entreprises industrielles en Suisse a augmenté de 46.4 %, la croissance nominale de leurs salaires n'a été que d'environ 24 %

Enfin, d'autres statistiques brossant un tableau beaucoup plus sombre de la situation ont opportunément été laissées de côté par Avenir Suisse. Pour ne donner qu'une seule autre variable, selon les chiffres de l'OCDE datant de 2015, le taux d'endettement des ménages suisses, qui représente 211,2 % du revenu disponible, est l'un des plus élevés au monde, loin devant des pays pourtant volontiers cités comme des bouc-émissaires sur le plan économique, comme la Grèce (118,4 %), la France (109,2 %) ou l'Italie (88,5 %).

Néanmoins, même les meilleures statistiques sur le niveau des inégalités en Suisse ne suffiraient pas si elles n'étaient pas conjuguées à la prise en compte de l'antagonisme principal qui structure toute société capitaliste : celui qui oppose le travail au capital. Or, ce rapport social a, depuis plusieurs décennies, largement tourné en faveur des capitalistes suisses. Ainsi, de 1991 à 2006, alors que la productivité des travailleurs dans les entreprises industrielles en Suisse a augmenté de 46.4 %, la croissance nominale de leurs salaires n'a été que d'environ 24 %. Les inégalités en Suisse, loin d'être le fruit d'une quelconque fatalité, sont donc directement le produit de ce rapport de forces inégal et de cette exploitation croissante des travailleurs du pays, dont l'augmentation de la productivité va pour une bonne partie directement dans la poche de leur employeur. À l'heure où une large coalition gouvernementale fédérale, allant du Parti socialiste aux principaux partis bourgeois (PLR-UDC-PDC), mène le pays vers le projet de société ultra-libéral rêvé par Avenir Suisse, on ne saurait assez rappeler à quel point toute politique d'opposition qui ne se concentrerait pas prioritairement sur le rapport entre capital et travail serait vouée à l'échec.

POP & GAUCHE EN MOUVEMENT

Ce journal est gratuit,
vous pouvez toutefois nous soutenir et nous aider à faire avancer vos idées en vous abonnant.

Abonnement annuel: 25Frs
Abonnement de soutien: 40Frs

CCP Résistance:
10-769952-7POP & GM, pl. Chauderon 5, 1003 Lausanne

Adhésion

☐ **J'aimerais adhérer au POP**

☐ **J'aimerais m'abonner à Résistance**

☐ **J'aimerais abonner un-e ami-e à Résistance**

Nom:

Prénom:

Adresse:

N° tél.:

Adresse e-mail:

Signature: .....

A renvoyer à l'adresse suivante:
POP vaudois & Gauche en mouvement, Chauderon 5, 1003 Lausanne

« Vous êtes les producteurs de richesse »

Une lettre du spectre de Karl Marx aux travailleurs de Suisse

« La rédaction de notre journal a reçu une lettre bien particulière d'un éminent économiste et philosophe né il y a 200 ans. Elle s'adresse aux travailleurs de Suisse.

Chères et chers travailleurs(es) de Suisse,

Je m'adresse à vous, travailleurs(es), pour vous rappeler que vous êtes les seuls créateurs de richesse en Suisse et dans votre canton, et vous pouvez en être plus que fiers. Hélas, tous les jours on vous prive de la majeure partie de cette richesse. Et pourquoi, me direz-vous ? Pour vous répondre, je voudrais vous parler de ma théorie de la valeur.

Pour que toute société fonctionne, il est indispensable qu'il y ait des hommes et des femmes, des travailleurs, qui produisent les biens et les services qui permettent notre survie et une vie de qualité. Ainsi, de tout temps, chaque société a fonctionné selon ce que j'ai appelé un «mode de production», c'est-à-dire la manière dont la société s'organise pour produire ces biens et services (par ex : l'esclavage, le féodalisme, le capitalisme, le communisme). En Suisse vous avez un mode de production «capitaliste», ce qui signifie que les entreprises (les moyens de production : les machines, outils, logiciels, connaissances, les locaux, etc.) ne vous appartiennent pas ; elles sont possédées par des propriétaires privés (la bourgeoisie). Puisque vous ne détenez pas ces entreprises, vous ne pouvez pas décider de la façon dont la richesse que vous produisez sera répartie. En gros, vous ne pouvez pas décider d'augmenter vos salaires ou de réduire votre temps de travail en gardant le même salaire. Et pourtant, vous produisez ces richesses !

L'UDC ou le PLR, qui représentent politiquement les grands propriétaires des entreprises de votre pays, vous diront que si on augmente trop les salaires, les prix des biens et des services augmenteront pour tout le monde. Hélas pour eux, mon analyse de la production de la valeur montre que l'augmentation des salaires ne provoque pas nécessairement une augmentation des prix. Je vais vous le prouver !

Dans le mode de production capitaliste, en ne possédant pas les entreprises, le seul moyen pour un travailleur de vivre, c'est de vendre sa «force de travail» à un employeur en échange d'un salaire : vous êtes donc des salariés. Vous êtes réduits à être une sorte de machine (une marchandise) que le capitaliste achète pour produire des biens et des services qu'il revendra sur le marché. Attention, ce que je viens de dire est très important : dans un système capitaliste, vous ne vendez pas «votre travail» à l'employeur, vous vendez «votre force de travail» ! Vous êtes considérés comme des "salariés» et non comme des «producteurs». Quelle est la différence, me direz-vous ?

La différence est fondamentale ! Prenons par exemple le travail d'un maçon qui construit un mur de huit mètres pour les propriétaires de l'entreprise qui l'emploie. Imaginons que l'entreprise vende le mur à ses clients 40CHF par mètre donc 320CHF pour ce mur. En construisant le mur en entier, le maçon produit donc une valeur de 320CHF. Le maçon peut construire un mètre de mur par heure et il travaille huit heures par jour. En un jour il est donc capable de produire l'entier du mur qui a une valeur de 320CHF. Si ce travailleur vendait son «travail» et non sa «force de travail», il gagnerait donc 320CHF par jour. Comme il vit dans un système capitaliste et qu'il ne possède pas les moyens de production, le travailleur vend sa «force de travail» pour un salaire qui va au moins lui permettre de survivre (se nourrir, se loger, s'habiller, etc.). Sinon, il accepterait difficilement ce travail. En Suisse, il sera donc payé en moyenne 20CHF / heure (parfois moins) et donc 160CHF / jour.

Les quatre premières heures de la journée de travail, le maçon va produire une moitié de mur qui a aussi une valeur de 160CHF (4 mètres de mur) ; à la fin de la journée, il aura produit l'entier du mur d'une valeur de 320CHF. Ainsi durant les quatre premières heures le maçon va produire pour son patron l'équivalent du salaire qu'il va recevoir (160CHF). Mais la journée ne s'arrête pas là : durant la deuxième moitié de la journée, il va produire l'autre moitié du mur pour une valeur de 160CHF (4 mètres de mur restant). Ces autres 160CHF représentent le profit que le capitaliste se fait sur le dos du travailleur. Voici ce qu'est l'exploitation capitaliste ! Sous ce mode de production, une journée de travail se divise en deux parties : durant la première partie, le travailleur produit la valeur nécessaire à payer son salaire, et durant la deuxième, il continue de travailler gratuitement pour produire le profit du capitaliste. Si le maçon vendait son travail (en tant que producteur) il gagnerait 320CHF (c'est le prix du mur), mais puisque dans le système capitaliste (système salarial) il vend sa «force de travail» il gagne uniquement 160CHF (le prix de son salaire). Autrement dit, les propriétaires de cette entreprise volent 160CHF au maçon puisque c'est lui qui a tout de même produit l'intégralité du mur qui coûte 320CHF.

Voilà d'où naît la lutte des classes sous le capitalisme : la bourgeoisie et ses partis politiques (PLR-UDC) qui détiennent les entreprises et les banques, voudront toujours baisser vos salaires (ou vous faire travailler plus longtemps pour le même salaire) pour augmenter ses profits ; tandis que vous, les travailleurs, voulez et devez chercher à améliorer vos conditions de vie en revendiquant d'être payés pour le travail que vous réalisez et non pour l'achat de votre force de travail. J'ai donc démontré qu'il est possible d'augmenter les salaires sans augmenter les prix des biens que nous consommons : il suffit de baisser ou supprimer le profit des propriétaires des entreprises. C'est ce qu'un nouveau mode de production voulant dépasser le capitalisme devra faire !

Il est plus que jamais temps de revendiquer votre statut de producteur et supprimer le salariat ! Cette différence de statut change tout car un salarié, on l'achète pour un salaire de survie, un producteur on le paie pour sa production et on le reconnaît dignement pour ses créations !

Avec ma plus grande considération,
Le spectre de Karl Marx

Être marxiste aujourd'hui

Certains espéraient que les idées de Marx soient enfermées dans une parenthèse de l'histoire. Pourtant aujourd'hui encore, elles sont débordantes d'actualité.

Karl Marx est né il y a bientôt 200 ans. Si le célèbre barbu est surtout connu comme le père des mouvements socialistes et communistes, il a pourtant passé la plus grande partie de sa vie à analyser la société capitaliste naissante du XIXe siècle. Il a apporté une nouvelle vision de l'histoire. En effet, pour la première fois, il l'analyse d'un point de vue économique. Pour faire court, les conditions de vie à un moment et à un lieu donnés déterminent, en gros, les idées et l'organisation de la société. Par exemple, si les philosophes des Lumières avaient développé leurs idées deux siècles plus tôt, leurs écrits n'auraient pas eu le même effet. Ils n'avaient du sens seulement dans une société où la bourgeoisie devient de plus en plus forte et a besoin de renverser l'ancienne classe dirigeante afin d'assurer son pouvoir et d'accroître sa prospérité et ses revenus.

C'est donc cette manière scientifique d'appréhender l'histoire se basant sur les faits (matérialisme) et qui remet toujours un événement dans son contexte (dialectique) qui permet au marxisme d'être toujours aussi actuel. Marx a par exemple montré que l'histoire est lutte des classes et que certaines de ces classes ont des intérêts antagonistes. Le «bien commun» n'existe pas. On ne peut pas défendre à la fois le travailleur et son patron. De plus, l'histoire ne se déroule pas de manière linéaire, mais connaît des périodes calmes suivies de puissantes accélérations, dont la dernière a mis fin au Moyen-Âge et a permis le développement du capitalisme et des démocraties libérales. Mais cela veut aussi dire que, contrairement à ce que veut nous faire croire la droite et les milieux patronaux l'histoire ne s'est pas arrêtée, elle n'a pas atteint son aboutissement. Même si Marx et Engels espéraient la fin de l'exploitation des salariés plus rapidement, nous ne devons pas oublier qu'il a fallu 400 ans au capitalisme, depuis ses premières tentatives de la renaissance italienne avant de s'imposer au niveau mondial. Il ne faut pas espérer que la fin du capitalisme pour le socialisme se fasse d'un claquement de doigts, il faudra aussi son temps, avec ses victoires et ses échecs.

Être marxiste, c'est aussi combattre la vision de l'économie d'Adam Smith et autres économistes libéraux, qui prétendent qu'en laissant le marché faire, une force mystique appelée main invisible réglerait l'économie. Si Marx dénonçait déjà cette supercherie il y a un siècle et demi, c'est encore plus flagrant aujourd'hui. Les crises économiques ne sont pas des incidents de parcours, mais une propriété intrinsèque du système économique. La production et les capacités à produire ne sont en effet pas régies par les besoins, mais par l'espoir d'augmenter ses profits. Cela pousse les entreprises à s'agrandir, sous peine de se faire bouffer par un concurrent. Seulement ce jeu ne peut pas se produire indéfiniment et si plus personne ne peut ou ne veut acheter le produit, on a affaire à une crise de surproduction, comme celle qui dure depuis 2008.

> Le marxisme, contrairement à la pensée de certains, n'est pas une théorie dogmatique qu'on ressort d'un livre. Mais c'est bien une méthode d'analyse du monde, donc il faut l'actualiser.

Mais si les analyses de Marx sont toujours vérifiées aujourd'hui, comment se fait-il que des mouvements qui s'en réclament, comme le POP/PST ou les Jeunes POP, ne soient pas plus forts. On voit aujourd'hui, dans les pays occidentaux un fort rejet des politiciens traditionnels, mais aussi une recherche d'alternatives. Les exemples ne manquent pas, en France, en Grande-Bretagne ou aux États-Unis, des mouvements politiques, pas forcément révolutionnaires, amènent un nouveau souffle à la gauche radicale. À d'autres endroits, ce sont des partis marxistes qui sont dans des dynamiques positives, toujours plus fort. C'est notamment le cas du Parti du Travail de Belgique qui talonne les partis traditionnels dans les sondages.

Si les résultats peuvent paraître moins impressionnants ici, il n'en est pas moins que le PST-POP voit depuis quelques années de nombreux nouveaux membres rejoindre ses rangs, en particulier des jeunes. Cela montre que les idées de Marx et d'Engels sont loin d'être devenues repoussantes, mais au contraire redeviennent populaire. Le dernier exemple en date est le Form'action. Comme chaque année depuis 8 ans, les Jeunes POP organisent un week-end de formation. Si l'affluence s'est améliorée d'année en année, l'édition 2018 a été particulièrement impressionnante, plus de 150 personnes ont suivi soit un cours, soit une conférence. Cela montre qu'en Suisse aussi, la recherche d'alternative à la société capitaliste augmente et le marxisme convainc de plus en plus de personnes en particulier chez les jeunes. Cela montre qu'il existe une place pour un parti comme le nôtre, un parti de gauche authentique dans le paysage politique suisse.

Le rôle d'un parti comme le PST-POP est de développer la manière marxiste de voir le monde. Le marxisme, contrairement à la pensée de certains, n'est pas une théorie dogmatique qu'on ressort d'un livre. Mais c'est bien une méthode d'analyse du monde, donc il faut l'actualiser. Cela se passe par des formations, mais aussi par des travaux de recherche. Car si on veut appliquer la méthode scientifique, il faut que nos conclusions reposent sur des faits, des études, et non juste sur des ressentis. Ce n'est par exemple pas juste une impression qui nous permet d'affirmer que les inégalités augmentent, mais des données chiffrées comme le chiffre impressionnant des huit personnes les plus riches de la planète qui possèdent autant que la moitié de l'humanité. C'est cela le marxisme, utilisez cette méthode pour créer nos analyses et nos conclusions, dans la réalité de notre époque.

Gaël Vuillème – co-président des Jeunes POP Suisse et membre des Jeunes POP Vaud

Le POP soutient l'agriculture et la souveraineté alimentaire

Pourquoi l'initiative pour la souveraineté alimentaire est-elle si importante ?

L'agriculture suisse vit une situation de crise depuis de nombreuses années. En Suisse ce ne sont pas moins de trois exploitations agricoles qui disparaissent tous les jours! Il y a un nombre important de paysans qui se suicident chaque année (cf. l'émission « Temps présent » de janvier 2017) épuisés, endettés et qui ne trouvent ni aide, ni soutien que ce soit auprès des autorités fédérales ou des partis bourgeois qui ont pour seul crédo le libre-échange. Le 17 avril pour la journée internationale des luttes paysannes, Uniterre en a profité pour faire le lancement de la campagne, le peuple aura à voter sur cette initiative en automne.

Nous vous proposons ci-dessous l'intervention de notre Conseiller national Denis De La Reussille lors du débat aux Parlement le 6 décembre 2017

L'initiative populaire «pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous» a été déposée le 30 mars 2016, munie de près de 107 000 signatures valables. Le Parti suisse du travail – Parti ouvrier et populaire fait partie des organisations qui ont soutenu l'initiative dès le début de la récolte des signatures. Alors que trois exploitations agricoles disparaissent quotidiennement dans notre pays, le Conseil fédéral tergiverse sans cesse lorsqu'il s'agit de défendre non seulement notre agriculture, mais également nos paysans, en invoquant notamment des accords de libre-échange.

L'initiative du syndicat Uniterre permettrait non seulement à la population de notre pays d'avoir des garanties sur la qualité de ce qui se trouve dans son assiette, mais également d'assurer à nos agriculteurs une rémunération décente, leur garantissant ainsi la possibilité d'assurer la survie de leur exploitation, ce qui nous semble indispensable pour bien d'autres choses que l'entretien de nos paysages. Nous estimons que la population a le droit d'être informée très clairement de l'origine et de la qualité des produits qu'elle consomme, autrement dit de la manière dont ont été produits ces aliments, des points de vue écologique et social, entre autres sur le plan des conditions de travail des employés agricoles. L'initiative d'Uniterre permettrait non seulement de s'assurer de l'origine, de la qualité et des conditions notamment écologiques de cette production, mais également de la manière dont ils ont été transformés, emballés, acheminés et mis sur le marché. A l'heure où la question du réchauffement climatique inquiète de plus en plus la population de notre pays, la question d'une production agricole de proximité est cruciale. Nous devons nous assurer que les produits que nous consommons n'ont pas effectué des milliers de kilomètres en camion ou en avion, alors que ceux-ci pourraient être produits près de chez nous. Afin d'éviter des transports lents et coûteux et ainsi un bilan écologique catastrophique, le texte qui nous est soumis favorise également le maintien, voire la création, de structures régionales de transformation, de commercialisation et de stockage, ce qui en soi est également créateur d'emplois. L'initiative a en outre pour but d'assurer une information claire au consommateur par un étiquetage précis, alors qu'un des effets du principe du «Cassis de Dijon» réduit ce niveau d'information, permettant par là même des scandales alimentaires tels que ceux auxquels on a assisté ces dernières années, par exemple avec les fameuses lasagnes à la viande de cheval.

Du point de vue des travailleurs et des travailleuses de la terre, qu'ils soient paysans et paysannes, ouvriers ou ouvrières agricoles, l'initiative favoriserait une meilleure rémunération de toutes les personnes de ces secteurs en imposant de pratiquer des prix équitables. Cela permettrait également d'harmoniser au niveau fédéral les contrats de travail des ouvriers agricoles, tant pour ce qui concerne les salaires que les horaires de travail. Rappelons ainsi que, pour l'instant, ces horaires varient de 45 heures par semaine dans le canton de Genève, par exemple, à 66 heures par semaine dans le canton d'Uri. Le monde agricole est sous la pression constante des grandes filières de distribution. Les producteurs ne savent jamais à quel prix, en quelles quantités ni pour combien de temps leurs récoltes seront achetées. L'initiative redonne la main aux paysans dans la gestion des quantités à produire en fonction des besoins de la population et non plus des desiderata de l'industrie. Elle soutiendra également par ce fait la vente directe en favorisant la création de filières de proximité.

> En vingt ans, ce sont plus de 100 000 emplois qui ont disparu dans l'agriculture, mais ceci ne doit pas être une fatalité.

Le projet d'Uniterre assure également le maintien de la biodiversité en maintenant la production de semences paysannes, en évitant ainsi l'introduction d'OGM dont, faut-il le rappeler, la population suisse ne veut pas. Les éleveurs pourraient aussi recevoir une aide à la valorisation des fourrages indigènes évitant ainsi l'achat de protéines importées pouvant également contenir des OGM sans que les éleveurs en soient informés. Finalement, l'initiative permettrait de relancer un secteur en grande difficulté en favorisant la diversité des structures, tant dans la taille que dans la forme juridique. Il ne s'agit pas seulement de maintenir le nombre d'exploitations agricoles, mais de soutenir la création de nouvelles exploitations en facilitant l'accès à des terres, en donnant la possibilité de partager les exploitations actuelles entre plusieurs exploitants, ce qui signifie une reconnaissance des associations d'exploitants. En vingt ans, ce sont plus de 100 000 emplois qui ont disparu dans l'agriculture, mais ceci ne doit pas être une fatalité. La paysannerie suisse doit donc pouvoir compter sur notre soutien. En conclusion, l'initiative populaire d'Uniterre «pour la souveraineté alimentaire. L'agriculture nous concerne toutes et tous» remet au centre du débat un élément essentiel pour notre société, à savoir les conditions sociales et environnementales de notre production alimentaire, qui mérite largement notre soutien.

Gavriel Pinson président du PST/POP